

SI LE BUDGET OPÉRATIONNEL DE PROGRAMME S'EN VA, C'EST L'ESSENTIEL QUI NOUS ÉCHAPPE !

Le BOP de Guadeloupe doit rester en Guadeloupe et piloté par la DR de Guadeloupe.

Les décisions prises doivent être retenues au plus près du terrain, et non à 5h de bateau ou 45mn d'avion. Ces décisions ne peuvent pas non plus être prises par une autorité qui cumule les rôles d'arbitre et de partie.

Le DR de Guadeloupe n'incarne pas la Guadeloupe. Le DR de Guadeloupe représente les agents de la Guadeloupe. Son devoir est de défendre les intérêts et les emplois de sa circonscription face à une DI/DR dont le devoir est de répartir équitablement les moyens.

Et en ce sens, l'UNSA soutient la fonction de DR de Guadeloupe en sa qualité de Responsable du BOP 971

L'UNSA AGIT ET GAGNE POUR VOUS.

L'UNSA a obtenu de belles avancées :

- des effectifs malgré un effectif à 244 ETP pour une cible fixée à 235.
- la création d'un concours national à affectation régionale (catégorie C).

Pourtant, malgré ces renforts obtenus en 2026, la réalité du terrain reste alarmante.

Plusieurs services de la DR 971 peinent encore à remplir l'ensemble de leurs missions : les bureaux, les brigades, les services support. **La charge de travail pèse lourdement sur les personnels et dégrade leurs conditions d'exercice.**

Nos managers de proximité, en première ligne, rencontrent des difficultés croissantes à faire fonctionner leur service de manière optimale, faute de moyens humains suffisants. **Le déficit n'est pas résorbé.**

Le cumul des fonctions DI/DR en 2025 a coïncidé avec le retrait de 15 ETP sur la DR 971. Nous ne pouvons pas revivre cela.

SUR LE PLF 2027 : L'UNSA EXIGE LA TRANSPARENCE DÈS MAINTENANT.

Selon nos informations, la Direction Interrégionale Antilles-Guyane devrait être concernée par des suppressions d'emplois dans le cadre du PLF 2027.

La question n'est pas seulement "**qui va payer**", mais "**comment peut-on encore supprimer**" ? Alors que nos collègues sont déjà en tension et que nos cadres de proximité n'ont plus les marges de manœuvre pour organiser le travail sereinement.

LE CUMUL DES FONCTIONS DE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL ET DE DIRECTEUR RÉGIONAL DE MARTINIQUE FAIT PESER UN DOUTE LÉGITIME SUR L'ÉQUITÉ DES FUTURS ARBITRAGES.

L'UNSA DOUANES GUADELOUPE, PRÉSENTE EN CSAL, PORTERA CES EXIGENCES :

ÉTAT DES LIEUX RÉEL ET HUMAIN :

L'UNSA demandera en CSAL 971 un bilan précis, service par service, de la capacité à assurer les missions, intégrant l'impact sur les conditions de travail des agents et les difficultés de management rencontrées par l'encadrement de proximité.

TRANSPARENCE PLF :

- ➔ Communication immédiate des impacts pour la Guadeloupe dès que la DR en aura connaissance.
- ➔ Engagement de sanctuarisation : **Garantie écrite qu'aucune suppression ne touchera la Guadeloupe**, car nos services et nos collègues ne peuvent plus absorber de pertes.
- ➔ Maintien du BOP en Guadeloupe : Application du décret 2007-1665. **La centralisation aggraverait le conflit d'intérêts.**
- ➔ **Séparation des fonctions DI/DR : Seule garantie d'arbitrages incontestables.**

L'UNSA a obtenu les moyens humains en 2026. Mais la souffrance au travail persiste.

En 2027, nous refuserons toute suppression qui mettrait en péril nos missions et la santé des personnels.

Les Abymes, le 11 mai 2026

